

MARCHE DE TRAVAUX



Pouvoir adjudicateur
PARC NATIONAL DU MERCANTOUR
23 rue d'Italie – CS 51316
06006 NICE CEDEX 1

Objet du marché :

**Marché de travaux
Travaux de sécurisation et valorisation du bâti fortifié
du massif de l'Authion**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES.....	3
. Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales.....	3
1. Objet du marché.....	3
2. Décomposition en tranches et lots.....	3
3. Forme et procédure de passation du marché.....	3
4. Modifications du marché public.....	3
5. Durée du marché public.....	3
6. Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS).....	4
. Article 2 : Pièces constitutives du marché.....	4
1. Pièces particulières :.....	4
2. Pièces générales :.....	4
3. Pièces annexées au marché bien que non contractuelles :.....	4
. Article 3 : Prix et mode d'évaluation des prestations - Variations dans les prix - Règlement des comptes.....	5
1. Modalités d'établissement des prix.....	5

2. Variation dans les prix.....	5
3. Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	5
4. Modalités de règlement des comptes.....	5
. Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités.....	6
1. Délai d'exécution des prestations.....	6
2. Calendrier détaillé d'exécution.....	6
3. Pénalités pour retard.....	6
. Article 5 : Clauses de financement.....	7
1. Avance.....	7
2. Cession et nantissement de créances.....	7
3. Retenue de garantie.....	7
. Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	8
1. Provenance des matériaux et produits.....	8
2. Mise à disposition de carrière ou lieux d'emprunt.....	8
3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	8
. Article 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux.....	8
1. Préparation des travaux – Installation de chantier.....	8
2. Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	8
3. Coordination des travaux.....	9
4. Application de réglementation spécifique.....	9
5. Travaux non prévus – Augmentation du montant des travaux.....	9
6. Propriété industrielle ou commerciale.....	9
. Article 8 : Réception des travaux et garantie.....	9
1. Réception.....	9
2. Délai de garantie.....	9
. Article 9: Cession du marché public.....	9
. Article 10 : Résiliation du marché - Différends et litiges.....	9
1. Résiliation du marché.....	9
2. Procédure contentieuse.....	10
. Article 11 : Dérogations aux documents généraux.....	10

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

.Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Marché de travaux concernant la sécurisation et la valorisation du bâti fortifié du massif de l'Authion

Maître d'ouvrage :

Établissement public du Parc national du Mercantour
23 rue Italie
CS51316
06006 Nice Cedex 01

Maître d'œuvre, Groupement :

Jean GEITNER, Architecte DPLG, architecte du Patrimoine
Quercus, Atelier de Paysagistes
Cinfora, OPC

Monsieur Jean GEITNER
Architecte D.P.L.G & du patrimoine
Résidence Le Délos
611 Avenue Victor HUGO
83600 Fréjus

2. Décomposition du marché : lots/option/variantes

2.1 Lots

Marché alloti en 2 lots

lot 1 : maçonnerie

lot 2 : serrurerie

Le présent CCAP est commun aux 2 lots.

Tranches : sans objet

2.2 Option

Il est demandé au candidat de chiffrer une option : « Complément de protection pour la plateforme du char »

L'option tient dans la réalisation de la totalité du pourtour de la plate-forme du char avec la lisse métallique.

Le projet de base ne concerne pas la réalisation de la lisse sur le versant Nord de la plate-forme.

L'option de la barrière nord est indiquée dans le plan masse paysager PIC page 4 + dans les pièces graphiques et dans la DPGF des lots 1 et 2

2.3 Variantes

L'acheteur demande au candidat de chiffrer 2 variantes au lot 2 concernant les postes de sécurisation en partie haute du de cabanes vieilles et pour l'accès au fort de Mille-fourches.

Variante 1 : Protection de type garde-corps métalliques

Variante 2 : protection de type clôture (piquets métalliques et treillis)

3. Forme et procédure de passation du marché

Le présent marché de prestations de travaux est un marché à prix forfaitaire.
Il est passé selon une procédure adaptée (MAPA), en application des articles RL 2123-1 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

4. Modifications du marché public

Le présent marché pourra être modifié en cours d'exécution dans les conditions énoncées aux articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

5. Durée du marché public

La durée prévisionnelle du présent marché comprend le délai d'exécution des travaux fixé selon le calendrier prévisionnel ci-après, et prendra fin à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement.

A compter de la date fixée par l'ordre de service qui indique le début des travaux pour le lot concerné, le délai d'exécution est fixé à : **6 mois**

6. Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS)

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
200 route des Lucioles- Les Algorithmes – Bât Pythagore
06901 Sophia Antipolis Cedex
Centre budgétaire : 07 96 057

.Article 2 : Pièces constitutives du marché

Pour chaque lot, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

1. Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, notamment la lettre de candidature si le titulaire est un groupement d'entreprises;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots
- Le calendrier d'exécution des travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot
- Le mémoire technique

2. Pièces générales :

Les documents suivants sont réputés connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 7 octobre 2021.

| [\[3.\] Pièces annexées au marché bien que non contractuelles :](#)

- La décomposition des prix globaux et forfaitaires

Article 3 : Prix et mode d'évaluation des prestations - Variations dans les prix - Règlement des comptes

1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Ils comprennent toutes dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris les frais généraux, frais d'assurance, impôts et taxes, marge pour risques et bénéfices ainsi que toutes dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.

A l'exception des seules sujétions explicitement mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps, de lieux et de nature de sol ou s'exécutent les travaux et plus particulièrement que ces sujétions résultent :

- des phénomènes naturels,
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics,
- de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations,
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou de toute autre cause,
- des conditions d'accès aux différents site pouvant entraîner les communes à restreindre, voire à interdire partiellement ou en totalité les travaux ou les accès à ces travaux durant cette période,
- de l'altitude des chantiers à réaliser.

Les prix s'entendent pour les travaux terminés suivant les règles de l'art. Il ne sera accordé aucun supplément pour erreur ou omission quantitative.

Ils comprennent toutes les taxes fiscales et les frais de prorata.

2. Variation dans les prix

En application de l'article R 2112-7 du Code de la Commande Publique, les prix sont définitifs, fermes et non actualisables, pour toute la durée d'exécution du marché public.

3. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur sont demandés par le candidat au moment du dépôt de l'offre ou par le titulaire après la notification du marché dans les conditions énoncées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

L'acte d'engagement ou ses annexes indique(nt) ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants ou au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

4. Modalités de règlement des comptes

Le Parc national du Mercantour se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire dont les coordonnées bancaires figurent à l'acte d'engagement du marché.

Conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai ouvert au Parc national du Mercantour pour procéder au paiement des sommes dues est de 30 jours au plus à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution complète des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture. Passé ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire. En cas de litige de facturation, le délai de paiement sera suspendu par une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Conformément aux articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et aux articles R. 2192-10 à R. 2192-36 du Code de la commande publique :

- Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir.
- Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande au pouvoir adjudicateur et y joindre les justificatifs nécessaires.

Outre les mentions légales, les factures électroniques comprennent les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- les références et la date de notification du marché ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- les montants HT et TTC de la facture ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- l'identité bancaire du titulaire.

En application des dispositions relatives à la facturation électronique, les demandes de paiement sont transmises sous forme dématérialisée au moyen de la solution dénommée «Chorus Pro», accessible à l'adresse suivante pour les fournisseurs des entités publiques : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture adressée par voie postale (format papier) ou par transmission courriel (format scanné ou pdf natif) sera systématiquement rejetée.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues au présent CCAP seront déduites du montant TTC de la facture ou feront l'objet d'une demande de reversement.

En cas de changement de domiciliation bancaire du titulaire, celui-ci transmettra au Parc national du Mercantour un exemplaire de son nouveau relevé d'identité bancaire.

.Article 4 : Délai d'exécution - Pénalités

1. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations correspond au délai fixé par l'ordre de service qui indique le début des travaux pour le lot concerné et la réception sans réserves des travaux commandés à l'adresse souhaitée par le pouvoir adjudicateur.

Le délai d'exécution est fixé à : 6 mois

2. Calendrier détaillé d'exécution

Dans les 15 jours qui suivent l'ordre de service de démarrage des travaux, un calendrier détaillé d'exécution sera élaboré par le maître d'œuvre en concertation avec les entreprises.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du Maître d'ouvrage. Il est ensuite notifié par ordre de service à l'entreprise.

3. Pénalités pour retard

Les pénalités, réfaction et autres dispositions à caractère coercitif prévues au présent marché peuvent s'appliquer à tout ou partie des sommes dues au titre du marché. Elles sont immédiatement exigibles et peuvent à cet égard être déduites à tout moment des montants à payer.

* Exécution des travaux

Les dispositions suivantes peuvent être appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au délai d'exécution mentionné dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G, la pénalité journalière est fixée à 1000€ par jour calendaire de retard.

Si des retards devaient être constatés dans la mise à disposition des prestations extérieures à l'opérateur économique et relevant des obligations du Pouvoir Adjudicateur vis à vis de ce présent marché, l'opérateur économique justifiera que ces éventuels retards ont des conséquences sur son délai d'exécution et avertira par écrit le Pouvoir Adjudicateur sans retard pour lui demander la modification de la date d'achèvement des travaux.

L'absence d'une telle demande vaut acceptation sans réserve de la date contractuelle prévue au bon de commande.

* Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement final des installations de chantier et la remise en état des emplacements occupés par le chantier étant compris dans le délai d'exécution des travaux, un retard dans ces opérations sera soumis à la même pénalité que celle mentionnée ci-dessus.

* Remise de documents

En cas de retard dans la remise de documents conformes à l'exécution, la pénalité journalière par jour de retard constaté est fixée à 100€ par jour calendaire de retard.

* Absence aux réunions de chantier

L'absence du titulaire du marché aux réunions de chantier sera susceptible d'entraîner l'application d'une pénalité de 100 € HT pour chaque absence injustifiée. Une absence est considérée comme justifiée quand le titulaire du marché est absent pour cause de force majeure ou lorsqu'il a prévenu de son absence avec un préavis de 48 heures minimum.

Il pourra se faire représenter aux réunions de chantier s'il prévient en ce sens le maître d'ouvrage avec un préavis de 48 heures minimum.

.Article 5 : Clauses de financement

1. Avance

L'avance est versée, sauf renonciation du titulaire, dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

2. Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-46 et s. du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R 2191-59 et s. du Code de la commande publique est désignée à l'acte d'engagement.

3. Retenue de garantie

En garantie des obligations du marché, il sera appliqué une retenue prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, dans les conditions et limites des articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique. Le montant de la retenue de garantie sera de 5 % du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution.

La retenue sera pleinement restituée à l'entrepreneur à l'expiration d'un délai de garantie fixé à un an à compter de la date de réception conformément à l'article 44 du CCAG.

En remplacement de cette retenue de garantie, le titulaire du marché a la possibilité de constituer une garantie à 1^{ère} demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du Code de la commande publique, ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles précités.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

.Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

1. Provenance des matériaux et produits

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur déjà fixé par les pièces constitutives du marché ou dérogent aux dispositions des dites pièces.

2. Mise à disposition de carrière ou lieux d'emprunt

Soumise à avis et décision du maître d'œuvre.

3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Soumis à avis et validation du maître d'œuvre.

Par ailleurs, le CCTP contient l'ensemble des prescriptions techniques relatives à ces aspects.

.Article 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux

1. Préparation des travaux – Installation de chantier

Une période de 15 jours de préparation de chantier est prévue.

2. Mesure d'ordre social – Application de la réglementation du travail – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'article 6 du CCAG Travaux sera appliqué pour la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et notamment les alinéas suivants :

- les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.
- le titulaire avise ses sous-traitants que ces dispositions le sont également applicables. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Lutte contre le travail dissimulé : le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur et d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier mis à disposition du représentant du pouvoir adjudicateur.

3. Coordination des travaux

Le Parc national du Mercantour est chargé des tâches de coordination des marchés concourant à la réalisation des chantiers.

4. Application de réglementation spécifique

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation spécifique de la zone cœur du Parc national du Mercantour.

5. Travaux non prévus – Augmentation du montant des travaux

La poursuite de l'exécution des prestations en cas d'augmentation du montant des travaux est subordonnée au respect des conditions énoncées à l'article 14 du CCAG Travaux.

6. Propriété industrielle ou commerciale

Du seul fait de la signature du marché, l'opérateur économique garantit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessin et modèles, marques de fabrique ou de commerce employées pour l'exécution du marché.

Il appartient à l'opérateur économique d'obtenir le cas échéant, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires.

.Article 8 : Réception des travaux et garantie

1. Réception

Il sera fait application des dispositions de l'article du CCTP.

2. Délai de garantie

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement définie par l'article 44 du CCAG Travaux.

.Article 9: Cession du marché public

Le présent marché ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du Parc national du Mercantour.

.Article 10 : Résiliation du marché - Différends et litiges

1. Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus aux articles 50 à 54 du C.C.A.G - Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 du C.C.A.G – Travaux.

2. Procédure contentieuse

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif est seul compétent.

Tribunal Administratif de
Nice 18 avenue des
Fleurs
CS 61039
06050 Nice Cedex 1

Le tribunal administratif de Nice peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

.Article 11 : Dérogations aux documents généraux

NATURE DE LA DEROGATION	ARTICLES DU PRESENT CCAP	ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST DEROGE
DOCUMENTS CONTRACTUELS	Article 2	Article 4
VARIATIONS DANS LES PRIX	Article 3	Article 9.4
PENALITES	Article 4	Article 19.2.3